



**Lectures**  
Les comptes rendus

---

## Yuna Chiffoleau, *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale*

Tom Duterme

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/38443>

ISSN : 2116-5289

### Éditeur

Centre Max Weber

### Référence électronique

Tom Duterme, « Yuna Chiffoleau, *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2019, mis en ligne le 12 novembre 2019, consulté le 21 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/38443>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 novembre 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

---

# Yuna Chiffoleau, *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale*

Tom Duterme

---

- 1 Les circuits courts alimentaires (CCA), un mode de vente réduisant le nombre d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs, ont davantage été l'objet de stéréotypes que d'études scientifiques. C'est ce constat qui a conduit Yuna Chiffoleau, ingénieure agronome et sociologue proche des CCA depuis plusieurs années<sup>1</sup>, à publier cette recherche-action, organisée en quatre parties.
- 2 La première partie retrace l'histoire des CCA en France, de leurs racines précapitalistes (places marchandes, coopératives de consommation...) à leur renouveau contemporain, à partir d'une typologie de cinq « modèles de développement » caractérisés chacun par des enjeux idéologiques et économiques différents. Chiffoleau nous emmène d'abord à la rencontre des acteurs qui ont façonné, à petite ou grande échelle, ce que représentent les CCA aujourd'hui. Une expérience pionnière fut par exemple mise sur pied dès 2008 à Grabels, en périphérie de Montpellier, où un comité représentant les exposants, les consommateurs et la collectivité a organisé un marché local pour redynamiser la ville. Jugeant un marché bio « trop élitiste », ce comité a d'abord adopté une version des CCA peu exigeante sur la dimension écologique (limite entre producteur et consommateur fixée à 150 km). La même année, l'autrice a également participé aux réunions impulsées par le ministre Michel Barnier, qui visaient – dans la foulée du Grenelle de l'environnement de 2007 – à circonscrire le phénomène avec 45 organisations (syndicats agricoles, associations de développement rural, organismes de recherche, ministères de l'Agriculture et de l'Écologie...). Ces rencontres ont permis de confronter différents points de vue sur l'avenir des CCA (rupture ou adaptation, massification ou authentification ?), autant de « modèles de développement » possibles que Chiffoleau présente dans la suite de cette première partie. Au sein du « groupe Barnier » de 2008, les partisans du modèle « Durabilité » faisaient face à ceux du modèle « Métier ». Les premiers, largement médiatisés, interprètent les CCA comme un projet

de société écologique et solidaire. Les seconds, représentés par le syndicat agricole majoritaire, investissent les CCA comme une opportunité de diversification des revenus, particulièrement bienvenue dans un contexte marqué par la précarité de certains agriculteurs. À partir de 2010, le phénomène des CCA change d'échelle ; d'autres acteurs apparaissent et soutiennent trois nouveaux modèles : « Entreprise », « Projet » et « Communauté ». Inscrite dans la « sociologie économique et des réseaux »<sup>2</sup>, l'analyse de Chiffolleau associe à nouveau chaque modèle aux interactions entre acteurs dont il est le fruit et aux moments-clés qui ont favorisé son émergence. La « Ferme du Sart », start-up dont le succès médiatique et commercial a rendu visible le modèle « Entreprise », a voulu « démocratiser les bienfaits » des CCA en nourrissant par exemple les partenariats avec les grandes surfaces. Quant au modèle « Projet », ses artisans sont attachés à l'identité locale des CCA et les ont inclinés vers les enjeux de valorisation territoriale et de gouvernance participative. Chiffolleau a favorisé l'apparition de ce dernier en animant le « Réseau rural » qui était, selon elle, « plus ouvert aux associations, collectivités et entreprises locales » (p. 44). À partir de 2013, les fondateurs de « La Ruche qui dit Oui ! » ont proposé de coordonner un réseau d'acteurs via une plateforme numérique ; cette « entreprise sociale et solidaire » a donné naissance au modèle « Communauté » qui a souvent été perçu comme une « récupération » des CCA par les tenants des autres modèles.

- 3 La deuxième partie de l'ouvrage, sans s'éloigner des expérimentations dans lesquelles Chiffolleau est impliquée, dresse un bilan (provisoire) des CCA. Elle évalue donc leurs impacts sur base de huit « grandes attentes » associées aux CCA. L'autrice ne tranche jamais vraiment entre le succès et l'échec, préférant mettre à disposition du lecteur un compte rendu nuancé des potentialités et limites des CCA. Elle mobilise à cette fin sa typologie des modèles de développement, divers indicateurs (économiques, mais aussi écologiques et sociaux) et son expérience de terrain. Ainsi, par exemple, l'objectif de « maintenir une agriculture viable » est examiné à travers le recensement agricole de 2010, mais aussi grâce à son étude des trajectoires de producteurs dans la filière du maraichage. L'ambition des CCA de « favoriser une agriculture écologique » fait quant à elle l'objet d'une évaluation contrastée, selon que l'on se réfère aux chiffres peu encourageant de l'INRA<sup>3</sup> ou à une analyse par réseaux du marché de Grabels. La conclusion de cette partie ne se traduit donc pas par un bulletin de notes : l'autrice avance plutôt les conditions du succès des CCA, dont la principale est sans doute de permettre la constitution de réseaux qui nourrissent l'apprentissage collectif des acteurs des CCA. Ce résultat est étayé théoriquement dans la suite de l'ouvrage.
- 4 Les deux dernières parties, plus succinctes, positionnent successivement les CCA dans les alternatives au modèle agroindustriel, puis dans les controverses théoriques. Toujours hybride, voire par moments décousue, la troisième partie parcourt d'abord les débats autour de « l'économie collaborative » et leurs apports à la compréhension des CCA. Ces derniers sont ensuite reliés aux « innovations sociales », ces « processus collectifs multiacteurs ascendants » (p. 111) qui répondent à des besoins sociaux insatisfaits, voire aspirent à transformer les cadres institutionnels<sup>4</sup>. La perspective théorique de l'autrice s'enrichit ainsi des concepts de l'innovation sociale (apprentissage/coordination, hybridité des ressources, complémentarité intérêt/désintérêt...), ainsi que de bien d'autres courants<sup>5</sup>.
- 5 Le sous-titre un peu obscur de l'ouvrage, « entre marché et innovation sociale », prend alors tout son sens avec l'application de ce cadre théorique à différentes expériences.

Un des terrains que Chiffolleau mobilise est le marché de Grabels, qui a perdu en 2010 la confiance de certains consommateurs à la suite d'une rumeur sur la qualité des fournisseurs. Après délibération, son comité a alors lancé un étiquetage de couleurs qui discrimine les produits selon le respect de critères établis démocratiquement : le vert assure que le vendeur est le producteur, l'orange indique la présence d'un intermédiaire et le violet signale une filière longue. Ce dispositif, en plus de parvenir à son objectif, a rempli la fonction sociale des CCA : selon l'auteurice, certains « acteurs ordinaires » (peu politisés initialement) y ont acquis un statut valorisé dans ce réseau, comme Françoise qui est désormais considérée pour ses précieux conseils en alimentation. Plus encore, l'expérience a parfois conduit ces mêmes acteurs à construire une critique réflexive plus générale sur le mode de consommation dominant : « *Avant, je me satisfaisais de ce qu'on me disait. Maintenant, surtout depuis qu'il y a des étiquettes, je me pose des questions* » (Juliette, citée p. 119). Chiffolleau demeure toutefois lucide sur la pluralité des destins potentiels des CCA : d'autres initiatives, relevant davantage du modèle « Communauté », les infléchissent vers le « *business social* » (permaculture lucrative lancée par une élite parisienne par exemple), tandis que leur changement d'échelle actuel peut aussi bien mener à un élargissement via la grande distribution qu'à un essaimage de pratiques émancipatrices (comme celles du Marché de Grabels ou de nombreuses AMAP).

- 6 La dernière partie mobilise les précédentes afin de soutenir trois principes théoriques pour l'étude de l'innovation sociale. Premièrement, l'auteurice invite à s'intéresser aux réseaux *et* aux institutions. Cela exigerait d'étendre la perspective d'Harrison White<sup>6</sup> aux organismes (ministères, syndicats agricoles...) qui, eux aussi, interagissent pour produire du sens. Chiffolleau plaide ensuite pour une approche alternative de l'innovation qui rompt radicalement avec le modèle diffusionniste (évolution linéaire de l'exploration à l'exploitation) et qui intègre dans l'analyse les réseaux, objets, dispositifs, singularités contextuelles, etc. Enfin, Chiffolleau propose de « dépasser les déterminants des pratiques sociales » (p. 148) afin de penser la modification des pratiques alimentaires. Son travail l'a conduite à préférer l'interprétation en termes de « bifurcations » pour qualifier ces événements qui embarquent des « acteurs ordinaires » dans un réseau. Ces réseaux, à l'image du comité de Grabels, nourrissent la valorisation personnelle (reconnaissance des pairs), mais aussi le changement des comportements par l'apprentissage collectif (échange de conseils) et par le contrôle social (observation mutuelle appuyée par certains dispositifs, comme l'étiquette matérialisant le label de Grabels).
- 7 L'ouvrage de Yuna Chiffolleau remplit sans conteste son ambition : fournir une synthèse étayée sur un sujet d'actualité méconnu. On pourra regretter que les CCA n'y sont abordés – contrairement à ce que suggère le titre – qu'en France<sup>7</sup>. Mais il convient, surtout, de saluer cette recherche-action pour sa grande réflexivité, sa rigueur méthodologique (en particulier lorsqu'elle ouvre la « boîte noire » des indicateurs conventionnels) et son invitation à penser une « autre » économie.

---

## NOTES

1. Menant ses travaux « sur, pour et avec » les acteurs des CCA depuis 2005, l'auteurice – à la fois experte dans les arènes institutionnelles et partie prenante de certaines initiatives locales – assume l'ambition analytique, normative et performative qui traverse l'ouvrage.
2. Ce courant, insistant sur les processus sociaux nécessaires à la réalisation des phénomènes économiques (formation des prix, stabilisation du marché...) et mobilisant l'analyse par réseaux (formalisation graphique des interactions entre nœuds – c'est-à-dire entre individus ou organismes), est le référent théorique principal de l'auteurice.
3. Institut national de la recherche agronomique.
4. Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), représentant le modèle « Durabilité », sont fréquemment mentionnées par l'auteurice à titre d'illustration de cette tendance subversive.
5. Outre la sociologie économique et des réseaux, la sociologie de l'individu (reprise du modèle culturel identitaire), la théorie de l'acteur-réseau, l'économie des conventions, la sociologie des organisations...
6. Fréquemment mobilisé, ce sociologue interprète le marché comme un système d'interactions répétées entre acteurs (observation, reconnaissance, concurrence...) qui permet de stabiliser un chaos initial.
7. À l'exception de quelques mentions des cas étatsuniens (*Community-Supported Agriculture*) et japonais (« *teikei* »).

---

## AUTEUR

### TOM DUTERME

Étudiant en master de sociologie et d'économie à l'Université catholique de Louvain (Belgique).